

Bordeaux, le 12 septembre 2024,

Madame la Présidente,

Les instances de dialogue social en cette rentrée 2024 se tiennent dans un contexte inédit de crise sociale, démocratique et institutionnelle.

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée de façon unilatérale et sans concertation préalable par Emmanuel Macron, ce dernier vient de nommer avec l'aval du Rassemblement National Michel Barnier, homme politique issu des rangs des LR comme 1er ministre. Par cette nomination, le président de la République piétine la démocratie.

Grâce à la mobilisation exceptionnelle des citoyens et citoyennes, le Rassemblement National a été écarté du pouvoir mais rien n'est réglé pour autant.

Pour Solidaires Finances Publiques, le combat contre les idées d'extrême droite est une bataille quotidienne, inscrite dans l'ADN de notre syndicat depuis sa création. Ce combat est de nature idéologique, mais aussi économique et social. En effet, la montée en puissance du RN est la conséquence directe des politiques ultra-libérales en cours depuis des décennies. Elles n'ont eu de cesse de fracturer la société, de stigmatiser une partie de la population et de favoriser une minorité au lieu de servir l'intérêt général !

Face à cette situation, un changement profond d'orientation politique, économique et sociale est attendu par l'ensemble des salarié-es et plus largement par la majorité de la population. Il y a urgence à œuvrer pour mettre en place d'autres choix, fondés sur plus de justice fiscale, sociale et environnementale, afin que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés, et que les richesses soient plus justement réparties.

À l'heure où sont écrites ces lignes la composition du gouvernement n'est pas encore connue mais le débat parlementaire autour des projets de loi des finances et du financement de la sécurité sociale devrait s'ouvrir.

Pour Solidaires Finances Publiques les choix budgétaires à venir devront être en opposition avec les précédents. L'austérité budgétaire, menée depuis de nombreuses années et accentuée par les politiques d'E. Macron basées sur le moins d'impôt et la réduction de la dépense publique, ont amené à la situation d'aujourd'hui. L'ampleur du déficit actuel n'est pas dû à des dépenses publiques non maîtrisées mais bel et bien à un manque crucial de recettes.

Parce que les premiers propos de Michel Barnier nous prouvent que les choix fiscaux et économiques ne changeront pas et, pire, aggraveront sans doute encore plus la situation de la majorité de la population, notre organisation continuera de porter une fiscalité juste, progressive et redistributive. Avec la même détermination nous combattons la casse du service public sur l'autel de l'austérité et notamment le service public de la DGFIP. Nous continuerons à exiger des moyens suffisants pour assurer la qualité des missions de la DGFIP, une amélioration réelle des conditions de travail des personnels et une revalorisation de la rémunération que ce soit en termes de points d'indice et de sa valeur qu'au niveau de la partie indemnitaire.

Tout cela ne semble pas très encourageant.

Pour la DISI SUD-OUEST, si on se base sur le tableau de la situation des vacances emplois fourni pour ce CSAL, il manquerait 22 postes à l'esi Bordeaux, 15 à Poitiers et 9 à Limoges qui ne seront pas prêt d'être pourvus... Bordeaux est donc devenu plus déficitaire que Poitiers!

Nous évoquerons d'autres sujets sur l'évolution des missions dans les questions diverses.



Aussi Solidaires Finances Publiques sera au rendez-vous du progrès social et agira comme il l'a toujours fait dans les instances et les mobilisations !

